

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Septembre 2015

Points clés 7

10

POINTS CLÉS SUR LA RUSSIE, LA SYRIE ET LE MOYEN-ORIENT



Le 28 septembre prochain, Vladimir Poutine interviendra devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il en profitera sans doute pour réaffirmer son soutien à Bachar Al-Assad et se poser en rempart contre l'« État islamique » (Daech). De fait, sur le terrain, la Russie déploie des moyens militaires supplémentaires. L'objectif principal est avant tout de sécuriser le régime de Damas, garant des intérêts stratégiques russes en Méditerranée orientale et au Proche-Orient.

Au cours du dernier sommet de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), à Douchanbé, le 15 septembre 2015, Vladimir Poutine a répété le discours qu'il prépare pour la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, le 28 de ce mois. Tout en réaffirmant son soutien à Bachar Al-Assad et au régime de Damas, il s'est posé en rempart contre l'« État islamique » (Daech). Sur le terrain, la Russie a ouvert un aérodrome militaire, à Lattaquié, déployé des « conseillers » et livré des armements supplémentaires à l'armée syrienne. Simultanément, les relais de la politique russe en Europe soulignent que Vladimir Poutine « n'est pas marié à Assad ».

Les choses doivent être mises en perspective. D'une part, cet engagement renouvelé de la Russie auprès de Damas s'inscrit dans la durée, ce qui relativise les spéculations sur un possible lâchage de Bassar Al-Assad. D'autre part, le niveau de l'engagement russe sur le terrain et les objectifs visés ne doivent pas être surestimés. La priorité de Moscou est sans doute moins de combattre l'« État islamique » que de sanctuariser le régime de Damas, garant des intérêts stratégiques russes en Méditerranée orientale et au Proche-Orient.

1 | **L'alliance entre la Russie et le régime de Damas s'enracine dans le passé soviétique et la Guerre froide**

L'alliance entre Moscou et Damas doit être mise en perspective sur le plan historique. A l'époque soviétique, Moscou soutenait l'Égypte de Nasser et le nationalisme panarabe. Après Nasser, l'éviction des conseillers soviétiques par Anouar Al-Sadate, la signature des accords de Camp David (17 septembre 1978) et la nouvelle alliance égypto-américaine ont conduit Moscou à s'appuyer sur le régime baathiste syrien d'Hafez Al-Assad et à soutenir le « front du refus » (les États arabo-musulmans hostiles au traité de paix israélo-égyptien, signé le 26 mars 1979). L'URSS dispose d'une base navale à Tartous dès 1971, un point d'appui essentiel pour la V^e escadre de la Flotte de la mer Noire qui croise en Méditerranée. Un traité d'amitié et de coopération est signé en 1980 et, par la suite, l'URSS aurait déployé à Tartous jusqu'à 9 000 hommes. L'armée syrienne est équipée et formée par l'URSS, sans grands effets tactiques lors de la guerre du Kippour (1973). Ce passé toujours présent est le socle sur lequel l'alliance entre Moscou et Damas repose encore aujourd'hui. Colonne vertébrale du régime, l'armée syrienne est toujours équipée à 90% de matériels russo-soviétiques – le reste est fourni par l'Iran et la Biélorussie –, et elle est le principal vecteur d'influence de Moscou. Si Vladimir Poutine, hanté par la mort de Kadhafi, veut éviter à Bachar Al-Assad un tel sort, les liens avec l'armée syrienne et les livraisons d'armes conditionnent le futur de l'alliance entre Moscou et Damas.

2 | **Dans les années 2000, Vladimir Poutine a renforcé l'alliance avec Damas et est, de fait, étroitement lié à Bachar Al-Assad**

Déjà sous Boris Eltsine, Evgueny Primakov réactivait les alliances de l'époque soviétique, au Moyen-Orient comme en Asie du Sud et de l'Est, et cherchait à bâtir des coalitions dites « anti-hégémoniques », c'est-à-dire anti-occidentales. C'est ainsi qu'il fallait comprendre la revendication d'un « monde multipolaire » : une « polémique » (au sens de doctrine de lutte) dirigée contre l'ordre international de facture occidentale. Contrepartie financière des livraisons d'armements soviétiques, l'importance de la dette syrienne (13 milliards de dollars) gênait les relations bilatérales, mais les deux

capitales ont signé un accord de coopération technico-militaire, en 1994, et la Russie a continué à livrer des équipements. Sous Vladimir Poutine, alors que Paris et Washington coopèrent étroitement pour libérer le Liban de la domination syrienne, Moscou négocie avec Damas un accord financier qui annule la plus grande partie de la dette et prévoit de nouvelles livraisons d'armes (2005). Des capitaux russes sont investis dans l'énergie (prospection-exploitation et raffineries) et l'agro-alimentaire. L'idée est de s'appuyer sur la Syrie, considérée comme un État-pivot au contact des principaux protagonistes régionaux, pour reprendre pied au Moyen-Orient et préparer le retour de la Russie en Méditerranée (base navale de Tartous). Depuis le soulèvement syrien de mars 2011, le soutien de Moscou a été constant, les rumeurs quant à un éventuel lâchage de Bachar Al-Assad visant d'abord à tester les diplomaties occidentales. Moscou n'a ni pu, ni voulu susciter un remplaçant acceptable pour une partie de l'opposition syrienne. En ce sens, Vladimir Poutine et Bachar Al-Assad sont bien « mariés » : la chute de ce dernier remettrait en cause les intérêts et positions russes.

3 | Les objectifs russes en Syrie et le déploiement de nouveaux moyens militaires dans le réduit alaouite ne doivent pas être surévalués

Si l'on en croit les relais de la diplomatie russe, le déploiement en cours de moyens militaires russes dans la partie de la Syrie encore sous contrôle de Bachar Al-Assad (la « Syrie utile ») serait presque une nouvelle expédition d'Égypte (le corps expéditionnaire emmené par Bonaparte, en 1798, comprenait 40 000 hommes et plus de 300 navires). Les moyens sont autrement modestes. On parle d'environ 200 hommes appartenant aux troupes de marine, d'une dizaine d'obusiers, de quelques chars, véhicules blindés et drones ainsi que d'un ou deux escadrons d'avions de combat. Il est vrai qu'un aérodrome militaire a été aménagé à Lattaquié et que les bâtiments construits sur place pourraient accueillir environ 1 500 hommes. Nous sommes loin encore des 15 000 soldats annoncés par certains experts militaires russes, et il n'est pas sûr que l'armée russe dispose des capacités de projection de forces requises par un tel chiffre (les avions de transport russes empruntent l'espace aérien de l'Iran et de l'Irak). Sur le terrain, ce déploiement n'est pas un bouleversement du rapport des forces susceptible d'inverser la dynamique. En d'autres termes, Moscou n'a pas ni les moyens, ni la légitimité nécessaires pour mettre sur pied une coalition régionale ou mondiale contre l'« État islamique ». L'objectif semble être surtout d'éviter l'effondrement brutal du régime de Damas et de sanctuariser le réduit alaouite, sur les côtes de la Syrie. Vladimir Poutine entend sauvegarder les intérêts stratégiques russes, notamment la base navale de Tartous, à mi-chemin des détroits turcs et du canal de Suez.

4 | Le déploiement militaire russe se double d'un exercice de communication politique qui tient plus de la « guerre de l'information » que de la diplomatie publique

D'aucuns présentent le déploiement de soldats et d'équipements russes dans le réduit alaouite comme la composante militaire d'une « grande stratégie » multidimensionnelle, conduite à l'échelle régionale et mondiale. L'accent est mis sur l'activisme de la diplomatie russe au cours de l'été dernier, en direction des États-Unis, de l'Arabie Saoudite et d'autres États du golfe Arabo-Persique, de la Turquie et de nombreux États du Moyen-Orient et d'Asie. A Oufa (Oural), lors du sommet des BRICS (Brésil-Russie-

Inde-Chine-Afrique du Sud) et de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), organisé en juillet dernier, Vladimir Poutine aurait testé de manière convaincante son « plan » auprès des invités. Parallèlement, les réunions organisées à Moscou entre les représentants du régime de Damas et l'« opposition civile » syrienne auraient ouvert la possibilité d'une transition politique, menée par Bachar Al-Assad. Bref, Vladimir Poutine serait en mesure de réunir tout le monde autour d'une table, de parrainer des réformes politiques en Syrie, et d'organiser une coalition militaire regroupant Russes et Occidentaux, Arabes et Iraniens, Sunnites et Chiïtes. Dès lors, la France et l'Europe n'auraient plus qu'à se rallier aux initiatives du « Grand Frère » russe. Ce semblant de *story-telling* relève de la « guerre de l'information », une dimension essentielle des affrontements géopolitiques contemporains, et il est aisément démontable. Il n'en reste pas moins que la promptitude avec laquelle discours russe est repris révèle un certain nombre de failles mentales et de faiblesses. Décontenancés par la diplomatie de Barack Obama, ce dernier refusant de s'engager pleinement dans une nouvelle grande guerre au Moyen-Orient, nombre d'Européens, eux-mêmes absorbés par leurs problèmes internes, attendent qu'un tiers s'occupe de leurs affaires géopolitiques.

5 | Le renforcement de la présence militaire russe dans le réduit alaouite n'est pas la promesse d'une prochaine « solution politique »

Confronté à l'épreuve des faits, le « récit » véhiculé par la diplomatie russe et ses relais ne tient pas longtemps. Les réunions entre les représentants de Bachar Al-Assad et l'« opposition civile » syrienne, pour partie présélectionnée par Damas et Moscou, n'ont rien donné de convaincant. Quant aux différents États sunnites voisins de la Syrie, la Turquie et l'Arabie Saoudite en premier lieu, ils refusent le scénario russe d'une transition politique conduite par Bachar Al-Assad, celui-là même qui est à l'origine du conflit en cours (reportons-nous à la chronologie des événements). Dans cette guerre, les éléments de l'armée fidèles à Bachar Al-Assad cèdent du terrain et ils s'épuisent (l'armée ne peut pas compter sur les conscrits sunnites). Sans l'engagement de l'Iran et des Pasdarans (les « Gardiens de la Révolution »), du Hezbollah, de milices chiïtes irakiennes et de combattants Hazaras venus d'Afghanistan (recrutés et acheminés par Téhéran), la situation de Bachar Al-Assad serait plus grave encore. Vladimir Poutine semble convaincu que les « cartes » sont du côté des groupes armés hostiles au régime, ainsi que de l'« État islamique ». Aucune force politique et militaire autre que Bachar Al-Assad et son régime ne peut ou ne veut lui assurer la perpétuation des positions russes en Syrie, notamment la base de Tartous, seul point d'ancrage de la flotte russe en Méditerranée et unique « pied-à-terre » au Proche-Orient. Faute de « solution politique », il faut donc sanctuariser Tartous, Lattaquié et le littoral syrien, cette partie du territoire qui correspond au réduit alaouite.

6 | L'engagement militaire russe en Syrie est mené en concertation avec l'allié iranien

Si la signature à Vienne d'un accord sur le nucléaire iranien, le 14 juillet 2015, est allée de pair avec des anticipations hasardeuses sur le retournement géopolitique de Téhéran – emmené par Rohani, l'Iran se détournerait de la Russie et adopterait une posture pro-occidentale -, le cours des choses atteste une nouvelle fois de l'alliance tissée entre Moscou et Téhéran. Le renforcement de la présence militaire russe a été décidé en concertation avec Téhéran (le général iranien qui commande Al-Qods

s'est rendu à plusieurs reprises à Moscou), et il permet de soulager le fardeau qui pèse sur les forces du régime iranien, dont les forces participent activement aux combats (de 5 000 à 7 000 combattants iraniens seraient présents sur le théâtre syrien). Le déploiement russe à Tartous et Lattaquié circonscrit les contours géographiques de la « Syrie utile », c'est-à-dire de la partie du territoire qui correspond aux intérêts vitaux de Bachar Al-Assad (le réduit alaouite), aux intérêts stratégiques de la Russie (le littoral syrien, avec les ports de Lattaquié et de Tartous) et à ceux de l'Iran (le Sud-Liban, tenu par le Hezbollah). Cette alliance rend d'autant plus improbable un lâchage russe de Bachar Al-Assad, pour lequel l'accord préalable de Téhéran serait requis. Sur un plan général, Vladimir Poutine entend associer Téhéran plus étroitement encore à son dessein géopolitique, à travers l'OCS mais aussi les BRICS, l'Iran devant être le nouveau « I » du monde des émergents. *In fine*, la présence russe au Moyen-Orient est liée à la destinée de l'« arc chiite ». Au sein du régime iranien, on se vante de contrôler trois capitales arabes (Bagdad, Damas et Beyrouth).

7

L'axe Moscou-Damas-Téhéran et les nouvelles livraisons d'armes russes en Syrie menacent la sécurité d'Israël

Le déploiement de moyens militaires russes sur le littoral syrien aura des incidences sur la sécurité de l'État hébreu. Depuis mars 2011, Israël se tient à l'écart du conflit syrien, mais ses dirigeants veillent à ce que les combats ne débordent pas sur le plateau du Golan. Ils surveillent attentivement les agissements du Hezbollah, créature locale de l'Iran et menace pour les frontières israéliennes. Ainsi la maîtrise israélienne de l'espace aérien permet-elle de frapper les dépôts et les convois d'armes iraniennes destinées à approvisionner le Hezbollah. Au total, l'armée de l'Air israélienne aurait déjà mené une douzaine de bombardements sur des cibles de ce type (ces frappes ne sont pas revendiquées). Ces bombardements s'inscrivent dans un conflit géopolitique indirect entre Israël et l'Iran. Déjà, la livraison d'armes anti-aériennes à l'Iran que Moscou a annoncée en avril dernier (des S-300 ou des systèmes d'armes équivalents) est un geste inamical à l'encontre d'Israël. Si de telles armes étaient déployées en Syrie, afin de protéger les troupes et les équipements russes, Israël ne pourrait plus intervenir aussi aisément pour frapper le Hezbollah. Cette organisation paramilitaire chiite, reconnue comme terroriste par les États-Unis et l'Union européenne, pourrait se doter d'armements perfectionnés et renforcerait ses positions, cela à l'abri du parapluie russe. On comprend donc que la visite du premier ministre israélien à Moscou, le 21 septembre, ne portait pas sur la seule mise en place d'un système de coordination visant à prévenir un incident aérien entre les forces aériennes des deux États. En cherchant à revenir en force au Moyen-Orient, Moscou met en péril les intérêts de sécurité israéliens.

8

Les initiatives de Vladimir Poutine visent aussi à déverrouiller les positions occidentales sur l'Ukraine et à obtenir une levée des sanctions

Les initiatives de Vladimir Poutine sur la Syrie et la mise en avant du thème de la grande coalition contre l'« État islamique » visent à sortir la Russie de l'impasse sur le front ukrainien. Si la « guerre hybride » a atteint ses objectifs en Crimée, avec le rattachement *manu militari* de la presqu'île ukrainienne à la Russie, il n'en est pas de même au Donbass. Le soulèvement général de l'Est ukrainien ne s'est pas produit, et la réaction occidentale a été plus ferme et cohérente que Moscou ne s'y

attendait (sanctions internationales et renforcement de l'OTAN en Europe centrale et orientale). Les sanctions pèsent sur l'économie, qui souffre par ailleurs de la baisse des cours du pétrole, et la Russie est entrée en récession. Présentée comme une panacée et la preuve du talent stratégique de Vladimir Poutine, la tentative de réorientation géopolitique de la Russie vers Pékin et le grand théâtre asiatique se produit au moment même où la Chine populaire entre à son tour dans une période de difficultés économiques, celles-ci ne pouvant être attribuées à la seule conjoncture. Les effets d'annonce sur les grands projets énergétiques sino-russes (gazoducs « Force de Sibérie » et « Altaï ») ou turco-russes (gazoduc « *Turkish Stream* ») ne sauraient dissimuler la gravité des défis auxquels la Russie doit faire face. En calmant le jeu au Donbass et en tenant le discours de la « grande alliance » contre le terrorisme (déjà manié après le 11 septembre 2001), Vladimir Poutine vise à obtenir la levée des sanctions et à faire reconnaître tacitement l'annexion de la Crimée. Les objectifs russes en Ukraine (déstabilisation et resatellisation) ainsi que les conséquences géostratégiques du rattachement de la Crimée, en mer Noire comme en Méditerranée orientale, ne doivent pas être négligés.

9 | **En l'état actuel des choses, l'hypothèse la plus probable est celle d'une continuation de la guerre en Syrie, sans que l'engagement russe ne modifie fondamentalement le rapport des forces**

En définitive, le renforcement de la présence russe en Syrie accentue la militarisation du conflit. Conforté dans ses positions, Bachar Al-Assad risque d'être encore plus intransigeant et de refuser toute remise en cause de son pouvoir personnel. Quant à aux groupes armés en lutte contre Damas, leur volonté de renverser le régime et son chef en sera décuplée. La Syrie retourne à l'état de nature - au sens de guerre de tous contre tous -, et sur cette « terre de Caïn », la guerre hybride et les tactiques asymétriques mises en œuvre sur le théâtre ukrainien ne feront pas la différence. Pour modifier de manière substantielle le rapport des forces sur le terrain, il faudrait accepter d'engager des effectifs beaucoup plus importants que ce qui est aujourd'hui annoncé. Une telle perspective n'est pas sans évoquer la guerre de Tchétchénie, voire l'invasion soviétique en Afghanistan de 1979-1980. Si l'on se reporte au précédent tchéchène, il aura fallu déployer jusqu'à 100 000 hommes afin d'assujettir cette république caucasienne, « sujet » de la Fédération de Russie, pour ensuite déléguer le maintien de l'ordre à Ramzan Kadyrov et ses sicaires. Vladimir Poutine a-t-il les moyens et la volonté de mener une telle entreprise à des centaines de kilomètres de la Russie ? Alors même qu'il cache à son opinion publique la réalité de l'engagement militaire russe au Donbass, pourrait-il lui faire accepter une expédition militaire de ce type (même les régimes autoritaires ont une opinion publique) ? S'il vise seulement à sanctuariser le réduit alaouite, soyons assurés que les forces adverses ne se satisferont pas d'une sorte de partition de la Syrie.

10

Si l'endiguement militaire de l'« État islamique » s'impose, les conditions d'une intervention au sol des armées occidentales ne sont pas réunies, et il serait illusoire d'en attendre le règlement de la crise migratoire à laquelle l'Europe est confrontée

Si le principe d'une intervention militaire en Syrie ne doit pas être exclu, les conditions ne sont pas encore réunies. Du fait des oppositions géopolitiques entre les différents acteurs, il n'existe pas de cadre politico-diplomatique permettant d'agir avec efficacité pour refouler l'« État islamique ». Comme cela est indiqué plus haut, le renforcement militaire russe en Syrie ne changera pas foncièrement la donne, et il semble improbable que Moscou ait l'intention de s'engager au sol, en première ligne, dans une action militaire d'envergure. L'appel à une vaste coalition contre le djihadisme recouvre des objectifs plus limités (la préservation du régime de Bachar Al-Assad et des positions russes sur la côte syrienne). Vladimir Poutine délègue aussi à la coalition existante le soin de combattre les djihadistes venus du Caucase et d'Asie centrale. Il faut donc encore et toujours bombarder l'« État islamique », pour le contenir, et travailler à l'élaboration d'un compromis entre acteurs locaux et régionaux, en Syrie comme en Irak. Sur ce point, l'attitude des sunnites sera décisive : une transition politique en trompe-l'œil, destinée à « lustrer » Bachar Al-Assad, ne les ralliera à une « solution politique ». Au contraire, le renforcement du front russo-chiite accroît la probabilité de chocs en retour. Enfin, prétendre que Bachar Al-Assad constitue la réponse à la crise migratoire européenne est faux. Les migrants originaires de Syrie fuient autant les bombardements et les exactions de l'armée syrienne que les massacres commis par l'« État islamique ». Aussi faut-il renforcer l'appui de l'Union Européenne aux États membres en charge des frontières extérieures de l'espace Schengen, et coopérer avec les États voisins de la Syrie où les réfugiés se concentrent, avant de gagner l'Europe. A cet égard, insistons sur l'importance et le rôle de la Turquie, du Liban et de la Jordanie.



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationale, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.